

Annexe 3

Marché 3a : Fourniture en gros d'accès local en position
déterminée

Projet de Décision

REPONSE A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP
17 MARS 2020



QUESTION A.1

Avez-vous des observations sur la définition du marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée ?

Axione n'a pas d'observation particulière.

Question A.2

Avez-vous des observations sur la désignation d'un opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée ?

Axione n'a pas d'observation particulière.

Question A.3

Quelle appréciation avez-vous des délais de préavis applicables dans les ZTD et en ZMD afin de permettre aux opérateurs commerciaux de venir raccorder le réseau de fibre optique dans les zones concernées par un projet de fermeture ?

Dans notre réponse à la consultation publique « Bilan et perspectives », Axione partageait avec l'ARCEP les conditions souhaitables pour engager la fermeture commerciale et technique des accès de la boucle locale cuivre d'Orange. Nous y rappelions la nécessité d'établir des critères précis et objectifs pour autoriser la levée progressive des obligations d'accès à ladite infrastructure.

La définition de critères et de délais de prévenance clairs permettrait, d'une part, de garantir la transparence du processus et la visibilité des opérateurs et de prévenir, d'autre part, tout risque de fracture numérique sur le territoire national. Axione se ainsi félicite des mécanismes d'extinction envisagés et n'émet pas d'opposition à une relative autonomie d'Orange pour conduire rapidement la fermeture de son réseau. En effet, la haute vigilance de l'Autorité et une concertation avec les différents acteurs (collectivités, OI) sont pour nous l'assurance d'une fermeture commerciale et technique coordonnées et réalisées dans des conditions non-discriminatoires et homogène, prévenant tout risque de distorsion de la concurrence et d'augmentation tarifaire.

Néanmoins, il conviendrait de porter une attention particulière aux freins à la raccordabilité des logements et locaux aux réseaux FttH (iBLOv5 et ENEDIS). Une réponse exhaustive aux problématiques associées et soulevées par la fermeture prochaine de la boucle locale cuivre reste nécessaire pour garantir une extension, puis une capillarité totale du réseau FttH sur tout le territoire.

Question A.4

Quelle appréciation avez-vous des délais de préavis applicables pour la fermeture commerciale des accès spécifiques entreprises ? Notamment : est-il envisageable d'appliquer un délai de prévenance identique à celui appliqué pour les accès généralistes, et donc réduit à 18 mois au sein de la ZMD ?

Afin d'assurer un processus homogène d'extinction du cuivre, il semblerait pertinent d'appliquer des critères similaires au segment GP et Entreprise.

Question A.5

L'Autorité considère que, pour la période de la présente analyse de marché, il ne serait pas envisageable que certains locaux puissent ne pas être raccordables au réseau fibre à l'issue du délai de prévenance, au moment de procéder à la fermeture commerciale. Quelle est votre appréciation de cette condition ?

Dans notre réponse à la consultation « Bilan et perspectives », le taux de logements/locaux raccordables retenu par Axione était compris entre 98% et 100%, niveau de couverture FttH qui s'inscrit dans les objectifs premiers du programme national très haut débit lancé en 2010. Assurer la raccordabilité totale de l'ensemble des logements/locaux au réseau fibre sur une zone donnée permet de prévenir tout risque d'inégalité numérique. Axione est donc en phase avec l'analyse de l'ARCEP.

Question A.6

Concernant les locaux raccordables à la demande, un délai pouvant aller jusqu'à 6 mois est laissé à l'opérateur d'infrastructure pour les rendre raccordables par l'opérateur. Or, ce délai apparaît long du point de vue de l'utilisateur s'il n'a plus accès à une offre cuivre par ailleurs.

Par conséquent, serait envisageable, moyennant un engagement de l'opérateur d'infrastructure à raccourcir ce délai, et la présence effective d'au moins une offre de détail pour les locaux raccordables sur demande, de considérer, en cohérence avec le critère d'un réseau de fibre intégralement déployé, qu'à l'échéance du délai de prévenance de fermeture, une proportion limitée des locaux sur la zone soit raccordable à la demande ? Le cas échéant, quel délai maximal pour rendre ces locaux raccordables serait acceptable ? Avec un tel délai, quelle serait la proportion tolérable de locaux raccordables à la demande à l'échéance du délai de prévenance de fermeture ?

Axione considère que le délai de 6 mois maximum actuellement fixé pour rendre les locaux raccordables sur demande effectivement raccordable est pertinent et ne doit pas être revu, y compris dans le contexte d'extinction du Cuivre.

Question A.7

Dans les zones rurales, estimez-vous qu'une condition supplémentaire soit nécessaire concernant la disponibilité d'une offre d'accès à des liens de collecte ? Des évolutions de l'offre de fibre noire « LFO » vous apparaissent-elles nécessaires à cet égard ?

Axione considère que l'offre LFO actuelle répond au besoin du marché.

Question A.8

Quelle appréciation avez-vous de la présence suffisante d'opérateurs commerciaux au PM pour enclencher une fermeture commerciale rapide à la maille de ce PM ? En particulier, est-il nécessaire que soient présents tous les opérateurs commerciaux d'envergure nationale qui investissent pour être présents sur le réseau FttH au moyen des offres d'accès passives ?

Comme indiqué dans notre réponse à la consultation « Bilan et perspectives », engager une fermeture commerciale des offres cuivre à la maille du PM repose essentiellement sur le taux de couverture en FttH et sur la disponibilité des offres Grand Public et Entreprise sur ladite zone :

« L'indicateur le plus évident est celui du taux de couverture des locaux par une infrastructure FTTH. Et par taux de couverture, nous entendons le taux de logements « raccordables ». La complétude de la zone doit être effective [...] ».

L'opérateur d'immeuble sur la zone devra proposer l'ensemble des offres exigées à date par l'ARCEP, à savoir : des accès passifs sans GTR, des accès passifs avec GTR10H et des accès avec qualité de service renforcée (GTR 4H). L'offre de l'opérateur d'immeuble devra par ailleurs être ouverte au raccordement de sites mobiles et autres « objets », non locaux FTTH, afin de garantir une continuité d'usage avec la boucle locale cuivre (remplacement du principe de « raccordement spécifique »). »

La présence effective des OCEN sur la BLOM de l'OI n'est pas un critère pertinent pour retarder la fermeture de la boucle locale cuivre : il n'aura pas échappé à l'ARCEP que d'autres acteurs adressent le marché de masse et le marché entreprise, en s'appuyant par exemple, sur les offres activées des RIP que nous exploitons, garantissant ainsi la disponibilité d'un service adapté pour les clients finaux. Cette fermeture pourrait le cas échéant être un élément déclencheur de la venue des OCEN.

Ceci étant, compte-tenu de la dynamique actuelle de commercialisation sur les RIPs que nous opérons, il nous semble désormais peu probable qu'à minima un OCEN ne soit pas présent sur l'ensemble des PM que nous exploitons lorsque les premières fermetures de cuivre seront annoncées.

Question A.9

Quelle appréciation avez-vous des offres de gros nécessaires sur le réseau de fibre pour une fermeture commerciale des accès spécifiques entreprises ?

Axione est en phase avec les conditions d'extinction du cuivre proposées par l'ARCEP. Nous réitérons cependant nos réserves quant aux conditions tarifaires associées à la fourniture des offres fibre Entreprises. En effet, proposer des offres de gros sur fibres « *offrant des conditions techniques et économiques suffisamment proches de celles offertes sur cuivre sur le segment des accès spécifiques entreprises* » soulève plusieurs interrogations :

- **Le niveau de prix observé sur les accès SDSL permet-il de justifier un taux de respect de GTR insuffisant ?** En effet, l'ARCEP a pu constater la difficulté pour Orange à tenir ses engagements, pour ne pas dire un non-respect quasi-systématique sur les accès cuivre. Proposer une offre fibre avec QoS de niveau 2 à des conditions tarifaires équivalentes pourrait conduire à privilégier des prix au détriment du niveau de qualité. Ce raisonnement serait un non-sens aussi bien pour l'OI, le FAI et l'utilisateur final. Par ailleurs, ces prix sont estimés sur la base d'un opérateur d'infrastructure unique qui amorti ses coûts fixes au niveau national, et sur un réseau cuivre déployé il y a plus de 40 ans.
- **Les Clients SDSL ont-ils choisi ces accès pour la GTR ou pour le débit symétrique garanti ?** Notre analyse du marché et les échanges que nous pouvons avoir avec les opérateurs clients de nos réseaux semblent indiquer que ce choix est majoritairement lié au besoin en débit garanti et symétrique, que seule la technologie SDSL proposait historiquement. La GTR4H n'est donc pas vue comme l'élément clé pour la migration de cette population vers la BLOM. De ce fait, les offres naissantes de type « FTTH+ » doivent permettre d'assurer la migration massive du parc SDSL vers la fibre.

- **Le tarif de gros est-il un levier pour favoriser la migration vers la fibre ?** Le comportement du marché en zone RIP montre bien que dès lors que les opérateurs commerciaux s'engagent sur un territoire, ils privilégient l'accès fibre. Notre expérience montre par ailleurs qu'à budget télécom équivalent, des entreprises « SDSL » pourraient basculer sur des accès fibre : l'écroulement des tarifs de gros ne bénéficie pas toujours au client final ! Il ne s'agit pas ici d'opposer OI et OC, mais bien de comprendre que la dynamique de conquête forte des alternatifs ne leur permet pas toujours de mettre à niveau leur parc abonné. Dès lors qu'ils mobilisent des efforts commerciaux pour le faire, à l'occasion d'opérations spécifiques, nous pouvons constater que la migration vers la fibre se fait naturellement, y compris sur des accès BLOD.

Question A.10

Quelle appréciation avez-vous du délai de prévenance nécessaire pour l'adaptation, voir la fin de fourniture, de certains processus de rétablissement de dérangements ?

Axione est en phase avec les propositions de l'ARCEP.

Question A.11

Quelle appréciation avez-vous du délai de prévenance nécessaire pour la fermeture technique d'un NRA, d'un sous-répartiteur ou d'un ensemble de lignes ?

L'application d'un délai de prévenance est une réponse idoine aux 2 besoins suivants :

- Offrir une visibilité et une capacité d'anticipation aux opérateurs dégroupés
- Limiter l'attermolement du processus d'extinction du cuivre

Néanmoins, nous serions favorables à la mise en œuvre concertée et non pas automatique de mesures dès lors que les seuils seraient atteints.

Question A.12

Selon vous, au regard des modalités d'accès existantes sur les différents réseaux FttH et du niveau de concurrence sur le marché de gros activé FttH à destination des entreprises, est-il nécessaire de faire évoluer les modalités existantes d'accès adapté ?

Axione n'estime pas nécessaire de faire évoluer les modalités existantes sur les accès FttH à destination des entreprises.

Question A.13

Quelle est votre appréciation du niveau tarifaire pertinent pour les offres avec qualité de service renforcée sur boucle locale optique mutualisée ?

Axione considère que les niveaux tarifaires pratiqués actuellement sont pertinents pour les raisons suivantes :

- Les frais d'accès au service pratiqués ont raisonnables au regard : de l'économie d'un raccordement, des études de route optique, des coûts de commande BLO et des coûts d'adaptation de l'ingénierie passive ;
- Les OPEX sont justifiés par le dimensionnement d'équipe de maintenance à l'échelle locale, et de la difficulté de tenir une GTR4H sur des réseaux en cours de déploiement, en constante évolution et sur lesquels de multiples acteurs interviennent.

Axione considère cependant que dans le temps, et peut être lors du 7eme cycle d'analyse post 2023, les niveaux tarifaires pourraient évoluer à la baisse pour tenir compte d'une plus grande « stabilité » de l'infrastructure.

Question A.14

Avez-vous des observations sur l'obligation de faire droit aux demandes raisonnables d'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée, et sur les précisions de cette obligation portant sur le dégroupage de la boucle locale de cuivre, l'accès passif aux boucles locales optiques, et les ressources et services associés à la fourniture de l'accès local en position déterminée ?

Axione n'a pas d'observation particulière à partager avec l'Autorité.

Question A.15

Avez-vous des observations liées aux dispositions prévues dans le cadre de l'obligation de fournir l'accès dans des conditions non-discriminantes imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée, ou liées aux précisions de cette obligation portant sur la notion d'équivalence d'accès et l'accès à la boucle locale de cuivre et à la sous-boucle de cuivre ?

Axione n'a pas d'observation particulière à partager avec l'Autorité.

Question A.16

Avez-vous des observations liées à l'obligation de transparence et de publication d'informations concernant l'accès imposée à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée ?

Axione n'a pas d'observation particulière à partager avec l'Autorité.

Question A.17

Quelle est votre appréciation du principe de réajustement du seuil des indicateurs de qualité de service selon l'évolution de la localisation du parc d'abonnés sur cuivre dans les différentes zones du territoire ?

Axione considère que le principe de réajustement du seuil des indicateurs de qualité de service associés aux accès cuivre ne devrait intervenir que sur les zones totalement couvertes en FttH afin que l'utilisateur final ne soit pas victime d'une « double peine » : dégradation de la qualité de service sur le cuivre (déjà le cas en zone rurale...) sans solution alternative de connexion.

Question A.18

Quelle est votre appréciation d'un principe d'évaluation globale de la qualité de service par typologie d'indicateurs ?

Axione est en phase avec l'ARCEP sur la question d'un principe d'évaluation globale de la qualité de service par typologie d'indicateurs.

Question A.19

Avez-vous des observations liées aux obligations relatives à la qualité de service et imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée, à savoir les obligations portant sur l'engagement contractuel vis-à-vis des opérateurs clients de ce dernier, le respect de seuils chiffrés, et la publication d'indicateurs de qualité de service ?

Axione n'a pas d'observation particulière à partager avec l'Autorité.

Question A.20

Avez-vous des observations liées aux dispositions relatives au contrôle tarifaire et aux obligations imposées dans le cadre de ce contrôle à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée ?

Axione n'a pas d'observation particulière à partager avec l'Autorité et comprends que l'Autorité souhaite maintenir le cadre existant en place pour le prochain cycle, ce qui nous semble pertinent.

Question A.21

Avez-vous des observations liées aux obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à l'opérateur exerçant une influence significative sur le marché pertinent de la fourniture en gros d'accès local en position déterminée ?

Axione n'a pas d'observation particulière liée aux obligations de comptabilisation des coûts et de séparation comptable imposées à Orange. Si Axione rejoint l'analyse de l'ARCEP sur la nécessité de soumettre Orange à des obligations de comptabilisation sur le cuivre, nous prêtons une attention particulière aux renforcements des obligations symétriques de comptabilisation des coûts de la BLOM. Ces observations sont partagées dans notre réponse à la consultation « Dispositions et recommandations envisagées par l'ARCEP précisant les modalités de l'accès aux lignes de communications électroniques à très haut débit en fibre optique ».